

Edito | Des législatives à plusieurs inconnues...

C'est l'une des inconnues de ces élections législatives et non des moindres. Comment l'électeur va faire son choix entre un candidat, une candidate, jusque là inconnus ou très peu connus et un autre, une autre, qui souvent au-delà de leur appartenance à un parti, portent les couleurs d'un territoire, d'une circonscription? Ou, à tout le moins, parce qu'ils y ont fait preuve, pour des sortants par exemple, de l'attention portée aux besoins et aspirations des citoyens, aux demandes des élus qu'ils ont fait remonter à tel ou tel ministre ou haut fonctionnaire dont ils sont au contact à Paris. Ou, plus encore, lorsqu'ils auront pris position résolument, y compris contre l'avis de leurs amis politiques, contre un projet d'équipement ayant un fort impact sur le territoire.

On pense, ici, au député socialiste de la neuvième circonscription de la Gironde, Gilles Savary, qui s'oppose au prolongement de la LGV au-delà de Bordeaux.

Si cette inconnue est particulièrement forte, en ce printemps 2017, c'est évidemment la conséquence du contexte politique né de la victoire d'Emmanuel Macron et de l'apparition dans le paysage, exception faite de membres du Modem et de quelques transfuges du PS, de nouveaux venus qui ont rejoint "En Marche", il y a à peine plus d'un an et dont beaucoup, alors, ne pensaient pas qu'ils seraient sur la ligne de départ des législatives, ce 11 juin. Désignés, souvent non sans mal, pour porter les couleurs d'un mouvement qui est en train de devenir un parti, celui du président, ils font campagne, ces jours-ci, avec le sentiment que leur éventuel succès, celui que semblent indiquer certains sondages, reste d'autant plus aléatoire que leurs adversaires ont commencé la leur depuis plusieurs semaines, voire plus. Faut-il ajouter, au chapitre des inconnues de ce rendez vous, qu'une élection n'avait jamais enregistré autant de candidatures et que le second tour de l'élection présidentielle a conduit nombre d'électeurs à rejeter Marine Le Pen sans adhérer, forcément, au programme d'Emmanuel Macron.

Mais au rang des inconnues figure, aussi, la question du rapport des forces politiques sept semaines après la présidentielle.

Est-ce que la droite façon "Les Républicains" se remettra, quelque peu, de la défaite de son candidat et retrouvera un score plus élevé que celui qui fut le sien? Le PS réussira-t-il à remonter un peu la pente après la déroute de Benoît Hamon? Que restera-t-il du résultat de la France Insoumise dont l'ambiguïté et les saillies verbales de Jean-Luc Mélenchon ont fâché bien des militants? A quel niveau se situera le vote Front National, au lendemain de l'échec de Marine Le Pen? Enfin, comment les Français vont-ils considérer ces élections législatives? Iront-ils voter ou s'abstiendront-ils, plus encore que ne le laissent supposer les sondages?

Certes, la logique des institutions voudrait qu'ils confirment leur vote du second tour des présidentielles, et élisent celui ou celle qui sera l'élu(e) de la Nation et donnent une majorité à Emmanuel Macron, mais il n'est pas rare de rencontrer des citoyens qui ayant voté pour lui, et notamment en pensant à l'avenir de l'Europe plutôt qu'en validant sa réforme du code du travail, ne sont pas décidés à lui donner une chambre "Bleu Horizon". Une majorité absolue qui empêcherait, à leurs yeux, le Parlement de jouer pleinement son rôle et de débattre des réformes.



Joël Aubert

Crédit Photo :
Publié sur aqui.fr le 04/06/2017
[Url de cet article](#)